

De l'anarcho-bolchevisme aux vicissitudes d'un ex-groupe de l'O.R.A...

Ce texte élaboré collectivement par les militants de l'ex-groupe O.R.A. de Beauvais ne prétend pas être exhaustif, ni complet, il n'est qu'une ébauche de réflexions sur le rôle de l'O.R.A et sur les positions qui nous ont amené à rompre avec elle.

Née après 68, d'une scission de certains militants avec la F.A, l'O.R.A. se propose de rassembler tous les libertaires à part entière. Elle se sépare peu à peu de la F.A., même si ses slogans (ploum ploum tra la la, anarchie vaincra: enterrement de Pierre Overney) et textes eux, ne font que s'aligner sur la ligne sinueuse du folklo-débilo-anarchisme.

Mais soudain en 70, brusque changement d'attitude, l'éditorial d'un F.L nous apprend que c'en est fini de l'anarchisme traditionnel, qu'une «grande» organisation communiste-libertaire est en train de naître des cendres de l'ex-O.R.A. Youpiee!!! Le soleil brille de nouveau de nos cœurs. A la tête de notre nouvelle organisation (eh oui, car tête bien tristement il y a) se trouvent les bureaucrates bien connus qui derrière les monceaux de papiers des Vignoles s'érigeront en nouvelle intelligentsia guidant de leurs préceptes les pas hésitants de nos militants hors des sentiers battus de l'anarchisme.

Que nous proposent-ils?

Tout d'abord d'entrer en masse à la C.F.D.T., syndicat «réellement autogestionnaire», contrairement aux motions de congrès, cela sans doute afin de pallier à la triste et trop connue faillite de l'anarcho-syndicalisme. Du point de vue théorique proprement dit, les choses seront plus difficiles,

après une pluie de textes, motions, amendements divers, tous aussi peu clairs les uns que les autres, on en viendra à vouloir rééditer (quel pas décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier!) la plateforme d'Archinov. Mais une étincelle de génie éclairera bientôt le cerveau obscur de nos bureaucrates: face au vide théorique, une seule solution, l'activisme forcené.

Et c'est à partir de ce moment que nationales, régionales ne deviendront plus qu'un long compte-rendu de grèves et actions d'éclat, bavardages ésotériques où l'on pourra entendre des choses du genre: «Je suis délégué C.F.D.T. dans une usine à St Lucufa où j'ai mené une bagarre, j'ai vendu tant de F.L, etc.» Certains groupes (Grenoble) face à cette situation catastrophique réagiront en essayant d'apporter à cette pagaille organisée une certaine base théorique, mais les bureaucrates veillent et à l'O.R.A., qui pense trop et mal est vite exclu.

Au niveau organisationnel, la déconfiture sera totale: la coordination, entre les différents groupes quand elle existe sera des plus sporadiques et des moins fructueuses, les principales rencontres ou contacts se faisant lors des nationales et régionales (c'est peu dire). De plus, les B.I. seront mal distribués, en nombre insuffisant. Aucune décision ou communiqué (après une consultation globale de tous les groupes) ne sera jamais établi autour des problèmes du moment (Chili, etc...).

Au cours des nationales naîtront des commissions (femmes, armée...) dont nous n'entendrons plus parler par la suite, leur principale fonction ayant d'avoir existé sans doute.

Au niveau matériel, le pôle d'attraction sera principalement l'achat d'une offset. Nos joyeux compères de Paris, sans que personne ou presque n'en sache rien, décident un beau jour d'été d'acheter la merveilleuse machine qui résoudra tous les problèmes. Cette affaire meublera bientôt les longues soirées

d'hiver de nos militants, l'achat de cette offset devenant rapidement synonyme de gouffre financier. Qui va payer? Mais les militants bien sûr! Une souscription est vite ouverte. Les militants se serrant un peu plus la ceinture s'empressent de rembourser la machine. La situation devient moins confuse, l'offset s'avère être inutilisable; pas de local, matériel insuffisant. La danse continue, il faut payer un peu plus et cela afin de réparer les erreurs de nos bureaucrates fantasques.

En conclusion, on peut affirmer que l'O.R.A. ou plus exactement son bureau politique, veulent reconstruire, en s'appuyant sur des schémas organisationnels léninistes, la C.N.T.-F.A.I. des belles années.

Des discussions sur les points particuliers ont confirmés notre désaccord global avec les positions de l'O.R.A. (ou plutôt son manque de position.

Ces points sont les suivants:

1. Le syndicat
2. L'autogestion
3. Les groupes autonomes
4. L'organisation des révolutionnaires

Le syndicat

Dans ce texte, nous nous proposons de parler du syndicat et de l'O.R.A. ou plutôt d'une partie de l'O.R.A. face à ce problème.

A la rencontre nationale de novembre 74, il a été question d'un texte: «Syndicalisme et mouvement de masse». Que dit-il?

En premier lieu, il fait une analyse du syndicat: il n'est qu'un rouage du capitalisme, il fixe la valeur de la force de travail et doit assurer la paix sociale, ses structures sont fortement bureaucratisées, hiérarchisées.

L'O.R.A, le dit elle-même, quand la classe ouvrière affronte directement le capital, elle se donne sa propre organisation de lutte. Cependant le syndicat, en période de lutte, peut offrir des structures coordinatrices. Quelles sortes de luttes? Certainement pas les luttes révolutionnaires car celles-ci enterrent, dépassent le syndicat puisque celui-ci n'est plus qu'une arme du capital. Le syndicat ne peut coordonner que des action réformistes car en faisant appel au syndicat, c'est une lourde machine bureaucratique, hiérarchisée que l'on a devant soi. Le travail du révolutionnaire n'est pas de lutter contre les «mauvais» côtés du syndicat (tâche certainement vaine) mais essayer de le dépasser. Il ne faut pas se faire d'illusions, en se servant du syndicat même à titre provisoire, on tombe automatiquement dans ses pièges.

Si l'on relit la motion n°2, une contradiction apparait: le problème n'est pas d'être pour ou contre le syndicat mais d'unifier sur des bases anticapitalistes. D'abord, on adopte une position bâtarde, on ne suit pas si on est pour ou contre (c'est pas mon problème). Unir sur des bases anticapitalistes implique une position claire, nette sur le syndicat agent du capital. En théorie, l'O.R.A. reconnaît ce qu'est l'organisation syndicale mais pour passer à la pratique, on oublie tout, on met une croix sur le problème du syndicat. Le syndicat peut favoriser la démocratie directe section syndicale ouverte. Là encore, on oublie l'exemple cité plus haut les ouvriers avaient leurs propres organisations quand ils fonctionnent en démocratie directe (conseils ouvriers en U.R.S.S, comité d'action en 68...). Ce n'est pas le syndicat qui amènera l'organisation des travailleurs pour abattre le capital, d'ailleurs il ne regroupe qu'une petite partie des travailleurs (15%), ce qui lui donne l'impression d'être puissant c'est le fait qu'il garde précisément la lutte entre ses mains et la termine, du fait que les travailleurs n'ont pas leurs propres organisations ils suivent le syndicat dans la lutte. Bien qu'actuellement, il existe des exemples de

luttres lancées par la base même, le syndicat intervient: on attend le pourrissement de la lutte, puis on reprend le travail (P.T.T., S.N.C.F.)

La vision parcellaire du militant syndical

«Le travailleur qui vient militer dans un syndicat, parce qu'il n'entrevoit pas d'autre façon de lutter dans son entreprise fait, sans le savoir un choix truqué. Il est fortement répandu qu'il y a deux manières de défendre la classe ouvrière, l'organisation politique pour le «général» et l'organisation syndicale pour «l'économique». Le syndicaliste, même s'il milite politiquement admet facilement (ou du moins, on lui fait admettre) que pour son usine ou son bureau, le seul terrain est le syndicalisme; son choix se limite à la confédération (C.G.T ou C.F.D.T par ex.). De fait, le militant syndicaliste est enfermé dans son entreprise, il parle de sa boîte, de sa direction, des revendications propres à son entreprise ou à son bureau. Il a une activité localiste, parcellaire et rarement essaie de dépasser ce stade. Il n'entrevoit pas que son entreprise est une toute petite cellule d'un ensemble qui s'appelle le capital, que les travailleurs ne doivent pas combattre chaque cellule isolément mais attaquer l'ensemble, violemment pour qu'il ne puisse survivre. Pour cela la classe ouvrière devra se donner un organe qui facilitera cette tâche. Les fédérations accentuent ce corporatisme du fait qu'elles sont subdivisées en branches professionnelles.

A l'union locale, ce problème n'est pas dépassé, chacun parle des problèmes de sa boîte et de l'autre syndicat, cela ne va pas plus loin, tout au plus on se gargarise en constatant que les «réformistes» ou les «irresponsables» du syndicat untel ont les mêmes méthodes dans l'usine d'à coté, ici au moins on est entre gens du même bord.

Cette activité parcellaire ne peut que nuire aux travailleurs et entraver la prise de conscience du combat à mener.» (H.

Bernier: *La classe ouvrière contre les syndicats.*)

La plupart des organisations gauchistes tombent dans ce piège parce qu'en période de calme, les travailleurs conscients, parce que la seule activité militante existe dans les syndicats principalement. Le révolutionnaire peut se retrouver dans un syndicat car pour avoir une activité dans son entreprise parfois c'est la seule solution mais pour cela, il faut avoir pleinement conscience du rôle du syndicat et adopter des positions cohérentes, claires pour ne pas se laisser récupérer et tomber dans un réformisme d'extrême-gauche. Le problème pour les travailleurs n'est pas de trouver le syndicat le moins réformiste, ni de conquérir des postes syndicaux (exemples de certains militants de l'O.R.A à la C.F.D.T) mais de se donner une organisation qui assumera son autonomie.

2. La contre-révolution autogestionnaire et l'O.R.A.

L'O.R.A a repris à son compte la tartes à la crème de la gauche actuelle: L'AUTOGESTION. Bien que se défendant du péché gauchiste, elle adopte pourtant leur démarche «théorique» (où plutôt idéologique). Elle crie: «Nous sommes les vrais autogestionnaires, eux sont des mystificateurs». Critiquer les autres, sans jamais montrer leur fonction, nous montre la finalité de l'O.R.A: caution d'extrême-gauche aux autogestionnaires du programme commun, fraction de gôche de la bourgeoisie.

La contre-révolution autogestionnaire.

Le capitalisme s'enfonce dans la crise: récession généralisée, fermeture de petites et moyennes entreprises nécessité par la restructuration du capital qui a pour résultante une concentration croissante du capital, tandis que le personnage classique du patron à tendance à disparaître.

Dans cette situation de crise, l'alternative autogestionnaire devient une des solutions du capital (l'idéologie autogestionnaire n'étant qu'une des composantes de la contre-révolution, elle peut avoir à s'opposer à d'autres alternatives).

La crise, par définition: pénurie de profits, les différentes fractions du capitalise veulent la reporter sur le prolétariat, une des mesures actuelles est l'abaissement des salaires. Ainsi l'autogestion peut rendre de fiers services au capitalisme: dans les pays où l'importance du capital variable reste grande (France et Italie par ex), il est possible d'éviter une disparition de profits en baissant la valeur de la force de travail.

«L'autogestion est une manière de faire prendre en charge la contradiction valorisation/dévalorisation par la force de travail parce que toute la société est alors organisée en vue de baisser la valeur de cette marchandise vivante. Il s'agit de faire prendre directement en charge par la population des activités qu'assumait auparavant le capital et qui alourdissaient donc les frais d'entretien de la force de travail. On peut déjà aujourd'hui, avoir une vue partielle du contenu de cette autogestion à travers les divers réseaux parallèles de survie qui se sont formés plus ou moins ces dernières années (écoles parallèles, cliniques, nourritures, etc.).» (*Négation* n°3 – Lip et la contre-révolution autogestionnaire.)

Dans l'entreprise, l'autogestion pourra être mise en vigueur dans les secteurs non rentables ou ceux subissant une lourde baisse de taux de profits. L'autogestion pourra permettre l'obtention de nouveaux profits grâce à une productivité plus grande, découlant d'un assujettissement plus poussé de la classe ouvrière au proces de travail (participation, enrichissement du travail, groupes autonomes de travail), cette nouvelle organisation brisera les formes de résistance du prolétariat à la domination réelle (absentéisme, etc.).

Pour assurer la rationalisation de la production, la restructuration de l'entreprise, l'autogestion deviendra aussi synonyme de «militarisation» de la force de travail.

«Ainsi, le type de militarisation du travail et de l'organisation par quartier, etc. qu'est l'autogestion à la base, trouverait un prolongement naturel dans la militarisation pure et simple du producteur-citoyen. L'autogestion n'existe qu'à travers le respect intégral et l'organisation de bas en haut de toutes les catégories capitalistes.» (*Négation* n°3 – Lip et la contre révolution autogestionnaire)

Un support idéologique à la contre-révolution: les conseils gestionnaires.

Pour la clique autogestionnaire, les conseils ouvriers seraient la forme d'organisation que prendrait la société «communiste» (le paradis autogestionnaire promis!). Il ne s'agit pas de gérer les entreprises, la révolution communiste à venir sera la destruction du mode de production et de distribution capitaliste. L'idéologie autogestionnaire voudrait enfermer le prolétariat dans une vision parcellaire de la lutte à mener, il ne s'agit pas de prendre le pouvoir dans chaque entreprise, mais bien de s'attaquer globalement au capital.

«Le socialisme est tout entier dans la négation révolutionnaire de l'ENTREPRISE capitaliste, non dans l'attribution de celle-ci aux travailleurs de l'usine.» (Bordiga – *Propriété et capital*)

En guise de conclusion

Loin d'abolir le salariat, l'échange marchand, l'autogestion peut être entrevue comme une solution du capitalisme, qui en l'instaurant réussit ce tour de force magistral: faire les travailleurs gérer eux-mêmes leur propre exploitation.

Le développement actuel des forces productives met plus que jamais à l'ordre du jour le problème de la révolution, de la dynamique par laquelle le capitalisme engendrera le communisme, d'autant plus que les luttes les plus radicales depuis mai 68, expriment le besoin du communisme, le capital ne peut plus rien accorder.

Le communisme c'est la négation de la condition prolétarienne, il ne s'agit d'un nouveau mode de gestion, en plus social où l'on se débarrasserait des «mauvais côtés» du capitalisme (valorisation) en gardant les «bons cotés» (production) et où le profit serait socialisé.

La lutte pour le communisme n'est pas pour le prolétariat révolutionnaire une lutte pour des privilèges de classe, l'unification de la classe ouvrière sera la classe-parti en lutte pour l'abolition de toute société de classe.

3. Les groupes autonomes et les révolutionnaires

Si nous nous rapportons au texte le plus complet de l'O.R.A sur la question, publié pour le dernière r.n de l'O.R.A, «polariser nos forces sur les entreprises», nous y voyons les contradictions parti-masses reproduites par la société capitaliste.

Un empirisme vulgaire préside aux deux options présentées, «impulser des structures autonomes larges» et «créer des noyaux spécifiques»: le texte ajoute: «la situation locale définit laquelle des deux structures doit être mise en place la première», comme si, pour les révolutionnaires, il y avait séparation entre l'avant-garde et le mouvement.

«Les communistes n'ont aucun intérêt distinct qui les séparent des masses». Cet empirisme «pragmatique» conduit tout droit à la pente la plus facile, la C.F.D.T, structure qui paraît-il (voir la grève des P.T.T.!!) permet l'autogestion des

luttres... Être à, la C.F.D.T se comprend, ce qui est pire c'est d'appeler les travailleurs qui ont fait la grève des P.T.T à... rejoindre la C .F.D.T.... sans expliquer ce qu'est la C.F.D.T., son rôle contre-révolutionnaire.

Mais sans doute les masses ne sont-elles pas prêtes à entendre la vérité??

Lorsque l'O.R.A doit choisir ses lieux d'intervention, elle distingue (ouvriérisme oblige) les «entreprises» et les «fronts dit secondaires» (sic). De plus on sépare les entreprises «sans intérêt militant» des autres, où l'O.R.A va établir (c'est le mot) des militants pris des entreprises sans intérêt. Cette politique de «renforcement des bastions» mène où l'on sait (voir la C.D.P.)

Le volontarisme anarcho-bolchévique se prolonge dans la vieille brochure mystificatrice: «assurer l'existence d'un pôle révolutionnaire crédible»: tout faire pour faire connaître l'orga. Exemple le M.I.L. Les bureaucrates des Vignoles refusèrent toute action (avant d'y être contraint par les événements) devant la demande de certains militants, «parce que nous sommes débordés», puis se lancèrent dans une propagande frontiste («anti-fascistes tous unis»), vite étouffée...

Mais ce «pôle» «spécifique» n'implique pas pour l'O.R.A d'œuvrer en faveur d'une coordination solide des groupes autonomes qui se centraliseraient eux-mêmes. Bien au contraire, nos théoriciens expliquent: «le groupe autonome n'est pas un groupe spécifique». Sans doute «spécifique» veut-il dire pour l'O.R.A «affublé d'une étiquette de parti» (O.R.A, F.A.I...). Cette séparation est rendue possible à l'O.R.A par la faiblesse actuelle des groupes ouvriers autonomes, mais l'exemple actuel italien montre pourtant que ce sont les groupes autonomes eux-mêmes qui assument la pratique et la théorie communiste CONTRE les pseudo-«pôles» gauchistes et anarchistes.

L'O.R.A confond étiquette et organisation réelle, et finalement refuse aux groupes ouvriers autonomes la possibilité d'assurer eux-mêmes la gestion de la lutte révolutionnaire. Autogestion oui, mais dans le cadre de l'O.R.A qui se charge d'autogérer à votre place, dans ses structures largos (C.F.D.T) ou encore moins larges («pour qu'une force s'assemble») ou encore moins larges (stagiaires – sic -, sympathisants...); L'O.R.A . AUTOGERE POUR VOUS.

Nous nous permettons de penser quant à nous, que les groupes ouvriers autonomes ne sont pas des structures pseudo-syndicales incapables de dépasser les intérêts immédiats et le localisme, mais que bien plutôt. ils sont les centres moteurs de la révolution en marche. Et si effectivement la classe ouvrière et ses avant-gardes étaient incapables de faire fusionner la pratique révolutionnaire et le projet communiste, alors il est bien certain qu'une «révolution» où l'avant-garde (le pôle spécifique) et la masse (les groupes ouvriers) mèneraient des batailles séparées, serait vouée à une bureaucratisation immédiate. La séparation qui existe encore aujourd'hui entre la masse et son avant-garde ne saurait être considérée comme inéluctable.

Dès à présent les communistes s'emploient à étendre les relations entre les groupes de lutte autonomes dont ils font partie à l'exclusion de toute organisation séparée par sa «spécificité» ou son «autogestionnisme».

L'organisation des révolutionnaires

La faillite complète des expériences de partis «révolutionnaires» léninistes, voués dès leur naissance au bureaucratisme et au dirigisme doit amener une réflexion constructive sur la future organisation des révolutionnaires.

Ceux-ci doivent tendre à former une organisation indispensable pour la cohésion, éviter la dispersion, diffuser les principes et le projet communistes vers l'ensemble des travailleurs.

La tâche est immense.

Contribuer à créer des liaisons entre les groupes ayant rompu avec les ultimes équipes de remplacement pour la gestion du capital.

Créer des liaisons dans la classe ouvrière.

Favoriser la mise en avant de l'autonomie des travailleurs.

Permettre la circulation, la diffusion, l'échange des idées et informations cachées par la bourgeoisie et ses pendants.

Elle ne doit surtout pas comme l'O.R.A peut le faire, se comporter comme le parti détenant la conscience révolutionnaire: cf «Les G.C.L d'entreprise remplissent deux fonctions, dégager le noyau le plus avancé de la frange radicalisée – assurer sa formation politique et sa cohésion –, assurer l'existence d'un pôle révolutionnaire crédible. Et se présenter comme l'ultime équipe de petits chefs dirigeant la classe ouvrière.

Il est évident que notre organisation doit préfigurer l'organisation future de la société communiste.

L'organisation doit reprendre en son sein les principes communistes.

Démocratie directe, pouvoir aux A.G.

Mandat impératif, révocabilité à tout instant.

Rotation des tâches (suppression de la spécialisation donc de la division).

Assurer une cohérence pratique et théorique qui lève la séparation entre «chefs et militants».

Les points développés précédemment devront permettre un débat et une réflexion au sein des groupes concernés par l'organisation réelle des révolutionnaires et leur praxis.

Groupe communiste de Beauvais